

ans nous étions dans un autre espace et nous avons du partir, mais il n'y a pas une pratique de procès pour les occupations, mais davantage lors des manifestations ou d'actes dans la rue.

La force de l'occupation c'est qu'il y a toujours un phénomène d'aggrégation, de vie qui se crée autour d'un espace et cela dépasse très vite ses justes occupants. Les locaux sont très vieux, ils n'intéressent personne. La seule chose qui a de la valeur ici c'est le terrain, sa localisation.

Be - C'est donc du provisoire?

Giucas - Oui mais on ne sait vraiment pas combien de temps on pourra rester ici, cela peut durer assez longtemps. C'est l'Enel (électricité) qui est propriétaire et son directeur actuel est un ancien meneur de la Lotta continua. L'Enel utilisait ce local comme dépôt. Ils ont décidé de le fermer parce qu'économiquement il n'était pas rentable. L'alternative à un espace comme celui-ci c'est la «citta del vapore», une friche municipale qui s'est ouvert il y a un an, juste en face de nous. Les associations y paient un loyer à la mairie. La «citta del vapore» n'a fonctionné depuis son ouverture que trois jours. Ils ont des règles absurdes, non adaptées à la population qui veut occuper l'espace, le jour de l'inauguration ils avaient leur bar fermé, donc les gens venaient ici où il y avait la fête, trois bars ouverts...

Be - C'est comme à Genève où il y a eu une harmonisation des squatts, ce qui a eu pour effet un contrôle beaucoup plus fort des autorités sur ces espaces et leur activité... Dans l'article de Multitudes, Blicero mettait en avant l'aspect politique des enseignements ? À part le choix des systèmes d'exploitation, y a-t'il d'autres formes d'actions politiques, par exemple des actions de désobéissances civiles électroniques ?

Giucas - Les cours dispensent des savoirs mais aussi veulent donner une stimulation à utiliser ces outils de manière créative, selon les besoins propre, libérés de la machine. Il y a aussi quelque chose de politique dans notre choix de faire ces cours gratuits pour libérer le savoir.

Be - Vous vous sentez proche du négriisme ?

Giucas - Oui, mais pas uniquement. Disons que le

hacklab en tant que sujet politique n'est pas rattaché tout en les respectant aux différents mouvements italiens comme par exemple le mouvement des désobéissants du nord-est de l'Italie ou celui plus radical des otracistes, nous sommes attentifs à garder le plus d'ouverture possible dans un souci de collaboration ou de coopération.

Par exemple à Gênes les désobéissants voulaient monter un internet café : on leur a installé les machines. J'ai eu un mail la semaine dernière de Calabre, me demandant comment installer Linux sur un vieil ordinateur. J'ai répondu à la personne d'aller voir les gens du centre social de Calabre, de trouver cinq personnes capables et intéressées par l'informatique, de prendre tous les ordinateurs trouvés et de les installer dans une pièce. Je leur ai dit que cela suffit pour monter un hacklab, et que je viendrais alors montrer comment faire à l'équipe. Nous avons beaucoup de demandes de collaboration pour faire un site web ou un internet café, nous allons refuser en général car nous ne sommes pas prestataires de services. On préfère expliquer et montrer comment faire.

Be - C'est inexistant en France ce fonctionnement, y-a-t'il d'autres exemples en Europe ?

Giucas - On a entendu qu'à Dijon il y avait une intention...

Be - Leurs conditions sont très difficiles. Certains sont épuisés physiquement, la lutte est dure et les conditions de survie aussi. Ils sont me semble-t-il plus marginalisés que vous. Cette situation est aussi liée au milieu anarchiste et c'est très émiétté parce qu'il y a beaucoup de luttes internes.

Giucas - En Espagne où l'anarchisme est présent ils réussissent à faire des choses, il y a un hacklab à Barcelone et à Madrid.

Be - En France ce n'est pas populaire, il n'y a pas des lieux de production, il n'y a qu'à Grenoble où nous avons vu que c'était relativement organisé. Ce n'est pas aussi dynamique parce que le service public n'est pas aussi dégradé qu'en Italie, nous avons plus de protection sociale.

Giucas - En Italie il n'y a pas de protection sociale. Plus il y a de socio-démocratie dans un